

POLITIQUE

La gauche de gouvernement est déçue. Vive nos luttes !

page 2

DOSSIER

L'internationalisme :
nos choix

page 5

VIE DU PARTI

Les rencontres d'été
révolutionnaires (RER)
de Barbaste 2024

page 10

NPA JEUNES

Contre la sélection et
la précarité : organisons
la riposte !

page 12

RÉVOLUTIONNAIRES

18 • 12 SEPTEMBRE 2024 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CONTRE

BARNIER - MACRON - LE PEN

AU SERVICE DU PATRONAT

C'est avec un
immense bonheur que
Marine
Emmanuel
vous annonce
la naissance
de Michel

**Organisons-nous
pour la lutte**

ÉDITORIAL

**Nous ne pourrions
nous faire
entendre que
par nos luttes**

La nomination de Barnier comme Premier ministre scelle l'alliance entre Macron et le Rassemblement national. Il sait qu'il a besoin des voix des députés RN pour éviter une motion de censure. Bardella a immédiatement proclamé que Barnier serait sous l'étroite surveillance de son parti. Cette dépendance volontaire ne date pas d'hier : la loi Darmanin a été adoptée avec les voix de l'extrême droite et Macron multiplie les clins d'œil idéologiques au RN. Barnier a tout pour plaire à Bardella-Le Pen : par le passé, il s'est opposé à la dépénalisation de l'homosexualité, au remboursement de l'avortement par la Sécu, au Pacs... Et maintenant il ne cesse de s'en prendre à l'immigration. Cerise sur le gâteau : le Medef a du mal à cacher sa joie depuis la nomination de ce fidèle serviteur du patronat, qui a négocié un Brexit sur mesure pour les milieux financiers et s'est prononcé pour la retraite à 65 ans !

UN FRONT RÉPUBLICAIN QUI DÉSARME NOS LUTTES ET RENFORCE AU FINAL L'EXTRÊME DROITE

Les dirigeants du Nouveau Front populaire ont entretenu l'illusion qu'on pouvait lutter contre la percée du RN en appelant au front républicain lors des dernières législatives, quitte à appeler à voter Borne ou Darmanin. Macron a volontiers accepté ces voix de gauche, qui ont permis de limiter ses pertes en députés. Mais qui pouvait imaginer que cela l'engagerait en quoi que ce soit ?

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X | FACEBOOK : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p. 1-2-3	INTERNATIONAL	p. 4-5	DOSSIER	p. 6-7	PREMIÈRES LIGNES	p. 8-9	VIE DU PARTI	p. 10	NPA JEUNES	p. 12
Éditorial : Nous ne pourrons nous faire entendre que par nos luttes	Le Pen et Bardella se préparent à dicter sa politique au gouvernement	Malgré la contestation en Israël même, Netanyahu intensifie sa guerre	Russie-Ukraine : les peuples otages des calculs des chefs de guerre	L'INTERNATIONALISME : NOS CHOIX	Automobile : constructeurs et sous-traitants, une nouvelle hécatombe d'emplois annoncée	Les Jeux olympiques du point de vue des travailleurs des transports	Les Rencontres d'été révolutionnaires (RER) DE BARBASTE 2024 : COMPILATION			Contre la sélection et la précarité : organisons la riposte !	
La gauche de gouver- nement est déçue. Vive nos luttes !	En Kanaky, l'État français prolonge le temps des colonies	Élections américaines : l'envers du show	Un président algérien toujours aussi mal élu	Un monde à comprendre pour le transformer	Maintenance RATP : on pose les caisses pour ne pas partir les valises vides	Éducation : une pénurie de personnel partout !				En finir avec la domination masculine et ses ravages ordinaires	
Qui a peur du grand mélenchant loup ?	Douze morts dans la Manche mardi 3 sep- tembre : les assassins	Kenya : des braises sous la cendre	Bangladesh : la lutte continue	Deux questions brûlantes nous ont percuté	Non au racisme à la ville de Paris ! Aucune sanction pour Bruno et Ibrahima !	Les accidents du travail, une héca- tombe entretenue par l'organisation capitaliste du travail		CULTURE	p. 11		
								CONSEILS DE LECTURE			

>> SUITE DE L'ÉDITORIAL

À moins que les leçons des scrutins de 2017 et de 2022 aient été effacées, après la brutale répression des Gilets jaunes et le passage en force de la réforme des retraites...

La dissolution provoquée par Macron a ouvert une crise politique que les partis de gauche qui réclament aujourd'hui une cohabitation avec lui contribuent à maintenir sur le plan institutionnel et parlementaire, sans danger pour les intérêts des possédants. Ils dénoncent comme un « coup de force » le fait qu'une Assemblée aux deux tiers à droite ne donne pas son aval à un Premier ministre de gauche ! Seule l'extrême droite peut profiter de ce cirque.

METTRE NOTRE COLÈRE AU SERVICE D'UN PROGRAMME DE LUTTE

Suite à la nomination de Barnier, des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, ont manifesté dans de nombreuses villes de France, exprimant leur écœurement mais aussi leur colère. De quoi nous montrer la voie à suivre : pas question d'attendre les prochaines élections, ce n'est pas à l'Assemblée, pas à Matignon, pas à l'Élysée, que nous obtiendrons quoi que ce soit, mais dans la rue, par des luttes. Il n'y aura pas de raccourci. Nous étions des millions à manifester et à faire grève contre la réforme des retraites. Des milliers de manifestants affirment sans relâche leur solidarité avec le peuple palestinien depuis bientôt un an. Des millions ont montré lors du deuxième tour des législatives qu'ils refusaient l'extrême droite et son racisme déchainé. Nous sommes bien plus nombreux que ceux que nous combattons, patrons et gouvernants !

CES OBJECTIFS NE POURRONT ÊTRE ATTEINTS QUE PAR NOS MOBILISATIONS

Il nous faut un plan de bataille pour mettre « le pays à l'arrêt ». Il faut s'attaquer à la racine du problème : l'offensive patronale qui creuse les inégalités en baissant les salaires, en dégradant les conditions de travail, en multipliant les suppressions d'emplois, en détruisant les services publics utiles à la population. Seules les luttes des travailleurs et de la jeunesse peuvent y mettre un coup d'arrêt et inverser le rapport de force. Des luttes qui iraient jusqu'au bout, sans s'enfermer dans le prétendu dialogue social ou se limiter au calendrier parlementaire. C'est dans cela qu'il faut mettre toutes nos forces, tous ensemble, dès maintenant, contre un gouvernement de combat Barnier-Macron-Le Pen au service d'un patronat à l'offensive. L'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève le 1^{er} octobre pourrait en être le premier round. Répondons-y massivement.

• 09/09/2024

ABONNEZ-VOUS POUR 12 NUMÉROS

PAR VIREMENT Envoyez un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org
PAR CHÈQUE À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX
PAR CARTE BLEUE Via : buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X520000

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

LA GAUCHE DE GOUVERNEMENT EST DÉÇUE. VIVE NOS LUTTES !

La gauche l'a échappé belle : avec Barnier à Matignon, la voilà dans l'opposition, dispensée de trahir au gouvernement ses maigres promesses. Car c'est bien ce à quoi elle se préparait quand sa candidate au poste de Première ministre, Lucie Castets, promettait de gouverner en cherchant sur chaque mesure le compromis avec la droite et le centre, en disant que, pour elle, le programme du NFP n'était qu'un « horizon ».

L'arrivée au pouvoir d'un des hommes de la droite la plus réactionnaire a gonflé les effectifs des manifestants du samedi 7 septembre, qui n'en étaient plus à demander à Macron un gouvernement de gauche. Beaucoup s'y disaient vaccinés contre les rêves électoraux, contents d'être dans la rue contre le gouvernement qui se met en place.

QUANT AUX ÉTATS-MAJORS DE CETTE GAUCHE, QUE PROPOSENT-ILS ?

Hollande, redevenu député, promet de voter la censure. Mais pour être « une opposition constructive » en n'étant plus « inféodé » à « ces insoumis ». Il n'est pas le seul, comme ces socialistes qui querellent Olivier Faure pour un suivisme par rapport à Mélenchon qui aurait fait capoter leur espoir d'un gouvernement Cazeneuve. Sans oublier ceux qui fustigent le programme du NFP impossible à mettre en œuvre avec cette Assemblée...

Inutile de chercher mieux du côté de Fabien Roussel, qui s'est fait applaudir à l'université d'été du Medef en évoquant « un projet partagé, celui de remettre le travail au cœur de la société ».

Pas mieux du côté d'Éric Coquerel, de LFI qui, à la commission des finances de l'Assemblée, se propose de tenter « de modifier profondément le budget en commission au point de le rendre NFP compatible ». NFP compatible voté par un parlement à majorité de droite et d'extrême droite ? De ce budget 2025, dont on sait qu'il veut tailler dans les services publics et les collectivités territoriales et alors que le RN, allié obligé pour Michel Barnier, propose « qu'il s'attaque aux grands tabous, le coût de l'immigration et celui de l'Union européenne ».

Quant aux syndicats, la secrétaire générale de la CFDT reprend quasiment les mêmes mots que Barnier en demandant de « suspendre la réforme » des retraites, le temps d'« ouvrir le débat » pour « une amélioration ».

Alors, des batailles, il va falloir en mener. Mais pas pour permettre à des politiciens de gauche de redorer leur blason en vue de la énième promesse de changer le sort des travailleurs s'ils votent « bien »... sans toucher aux droits des patrons ni à leur capital !

Des luttes nous attendent, pour l'augmentation générale des salaires, l'interdiction des licenciements, le retour de la retraite à 60 ans, contre les lois racistes et pour la liberté de circulation et l'accueil des immigrés. « Travailleurs, sau-
vons-nous nous-mêmes », dit l'Internationale. Oui, pour ces luttes, il faudra nous organiser pour les mener nous-mêmes, et sans tarder.

PAR OLIVIER BELIN • 10/09/2024

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 18 • 12 SEPTEMBRE 2024 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSIION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

Qui a peur du grand mélenchant loup ?

De l'extrême droite au PS, les politiciens crient haro sur LFI et son chef, Mélenchon. Il y a d'abord les accusations indignes d'antisémitisme sous prétexte que l'antisionisme en serait une couverture : en réalité, ces accusations cachent mal le soutien indéfectible à l'État sioniste israélien, bras armé de l'impérialisme au Moyen-Orient. Mais ce n'est pas tant Mélenchon que les politiciens bien-pensants ne trouvent pas fréquentable - n'a-t-il pas été ministre de Jospin ? - que les illusions que son discours aux apparences radicales peut susciter : il ne faudrait tout de même pas que les travailleurs aillent s'imaginer sérieusement qu'on pourrait revenir en arrière sur la réforme des retraites, augmenter les salaires et taxer les riches !

Eh bien nous, ce que nous reprochons à Mélenchon et ses affidés, ce n'est certainement pas de parler salaires, retraites ou de

dénoncer la politique de l'État d'Israël en Palestine ! C'est le décalage entre le langage qu'ils tiennent - fait de dénonciations qui peuvent sonner juste - et leur politique réelle. Il ne suffit pas de dénoncer la politique de Netanyahu, encore faut-il se battre pour que l'État français cesse de lui livrer des armes. Il ne suffit pas de parler salaires ou retraites en offrant comme seule perspective aux travailleurs de propulser des « insoumis » à Matignon ou à l'Élysée, sans toucher au pouvoir exorbitant qu'ont les patrons de décider de tout. Ce n'est pas Mélenchon que craignent Macron et le patronat : ce dont ils ont peur, c'est que les travailleurs le prennent au mot et se battent pour obtenir leur dû dans les entreprises et dans la rue !

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER
• 10/09/2024

EN KANAKY, L'ÉTAT FRANÇAIS PROLONGE LE TEMPS DES COLONIES

Vendredi 6 septembre a été annoncée la prolongation « au moins jusqu'à la mi-septembre » du couvre-feu en vigueur depuis des semaines dans l'archipel, mais aussi l'interdiction de tout rassemblement sur une grande partie de celui-ci, et notamment dans sa capitale Nouméa. La preuve que le « retour au calme » tant vanté par l'État est une chimère !

Au printemps dernier, un projet de modification de la loi électorale, ajourné depuis par Macron, visait à minorer le poids électoral des Kanak dans leur propre pays et avait provoqué une révolte qui s'est installée dans la durée. Depuis, l'État français n'a cessé de déployer ses armes de répression massives comme au « bon vieux temps des colonies » : envoi sur place de renforts de gendarmerie avec blindés et armes de guerre (plus de 3 500), assassinats de militants indépendantistes ou de jeunes sur les barrages (11 morts officiellement reconnus, bien plus d'après les témoignages sur place) et des arrestations en masse - plus de 1 493 interpellations -, avec procès expéditifs sur place et condamnations lourdes à la clé, mais aussi, inédites depuis des décennies, des déportations en métropole avant même tout procès, « en préventive », de plusieurs dizaines de personnes.

À BAS L'ÉTAT COLONIAL !

Les principaux dirigeants indépendantistes de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain, qui a été à l'initiative et généralement à la tête des mobilisations depuis le mois de mai), dont Christian Tein - qui vient, alors qu'il est incarcéré, d'être élu président du FLNKS à la fin du mois d'août - ont été arrêtés et transférés dans des prisons dans l'Hexagone, à 17 000 kilomètres de chez eux, avec comme motif « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime ou d'un délit ». Une soixantaine de jeunes ont

aussi été déportés en métropole après leur arrestation dans la première semaine du soulèvement en mai dernier, sans qu'on connaisse le lieu de leur détention et les charges qui pèsent sur eux.

Sur place, les organisations indépendantistes apparaissent aujourd'hui divisées sur la stratégie à adopter face à la violence de l'État colonial. L'élection de Christian Tein à la présidence du FLNKS s'est faite en l'absence de deux composantes importantes de cette organisation, le Palika et l'UPM. Celles-ci avaient choisi de boycotter le congrès en raison de leurs désaccords avec la direction de la CCAT qu'elles jugent trop radicale. En réalité, la direction de la CCAT a elle aussi été surprise par les réactions violentes des jeunes, a appelé au calme et ne diffère de la politique préconisée par le Palika et l'UPM que par les moyens à mettre en œuvre pour négocier avec le gouvernement français.

En tout cas, la colère de la population kanak est profonde et elle ne va pas s'éteindre. Et cela d'autant plus que la situation sociale va encore s'aggraver avec la fermeture de l'usine de nickel du nord et ses 2 000 pertes d'emplois.

En Kanaky, la fin des inégalités criantes entretenues par l'État français nécessite l'émancipation du joug colonial et la fin du capitalisme. Ce qui suppose de tout autres directions à la lutte que celles, étroitement nationalistes, des organisations indépendantistes.

Mais, pour l'heure, nous réaffirmons évidemment notre entière solidarité avec le peuple kanak, qui lutte pour sa liberté, contre ses exploiters, qui sont aussi les nôtres, et contre l'État à leur service. Nous exigeons la relaxe et l'abandon des poursuites pour tous les prisonniers politiques kanak.

PAR MARIE DAROUE • 10/09/2024

L'EXTRÊME DROITE EN EMBUSCADE

LE PEN ET BARDELLA SE PRÉPARENT À DICTER SA POLITIQUE AU GOUVERNEMENT

Après le référendum anti-Rassemblement national qu'a représenté le second tour des élections législatives, tout le monde a parlé de la défaite de l'extrême droite. Nous faisons partie de ceux qui se sont réjouis que deux tiers des électeurs aient refusé l'arrivée de Le Pen-Bardella au pouvoir. Mais, pendant l'été, à en croire les élus allant de ceux des Républicains à ceux du Nouveau Front populaire, l'avenir parlementaire et gouvernemental se jouait sans le RN.

C'était oublier un peu vite que le RN n'avait jamais recueilli autant de voix à des Législatives ni eu une représentation parlementaire aussi importante, et que la combine du front républicain avec la droite ne le faisait pas disparaître par miracle. Macron ne l'a pas oublié, lui ! Après avoir cherché où piocher pour gouverner avec lui - dans la droite de la gauche ou la droite de la droite -, il a fini par choisir un politicien accepté par Le Pen : sans aller jusqu'à dire que c'est Le Pen qui a choisi Barnier, on peut tout de même constater qu'il a été choisi d'un commun accord par Macron et Le Pen...

L'extrême droite va pouvoir se payer le luxe de dicter, dans une certaine mesure, sa politique au gouvernement en laissant planer la menace de rallier une motion de censure qui serait déposée par la gauche.

Macron offre au RN la possibilité de faire la démonstration à la bourgeoisie qu'il est un parti « responsable », capable de « sortir le pays de la crise politique » en permettant à un gouvernement de se former et en étant prêt à collaborer avec lui. Le Pen-Bardella ont trois ans pour démontrer aux classes dirigeantes que le RN n'est pas, ou n'est plus, le ramassis de fachos mis en avant aux dernières Lé-

gislatives, mais un parti de politiciens bien réacs, tout à fait fréquentables. Trois ans pour souffler le texte des mesures les plus rétrogrades que prendrait un gouvernement Barnier ; trois ans pour être en soutien de fait à ce gouvernement plébiscité par le Medef - mais sans y participer, ce qui leur permettra de continuer à faire semblant d'être du côté des classes populaires et d'espérer arriver à la Présidentielle de 2027 sans s'être « salis les mains » au gouvernement. Une position d'équilibriste tout de même risquée, que tous ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite pourront mettre à profit... pour faire trébucher le RN dans l'opinion populaire !

Pour les travailleurs, Le Pen-Bardella représentent une menace grave, qui ne sera pas écartée par le jeu parlementaire. La lutte contre l'extrême droite est en réalité la même que celle que les travailleurs devront mener contre les attaques que préparent le pouvoir et le patronat. Si le monde du travail se renforce par des victoires, il sera en bien meilleure position pour faire face à l'extrême droite. Car, dans tous les cas, il faudra lui faire face.

PAR J.-J. F. • 10/09/2024

DOUZE MORTS DANS LA MANCHE MARDI 3 SEPTEMBRE

LES ASSASSINS

Douze morts et deux disparus, essentiellement des femmes et des mineurs, lors du naufrage au large du Pas-de-Calais le 3 septembre dernier. Pour la plupart originaires d'Érythrée. L'après-midi de ce 3 septembre, Gérald Darmanin est venu dans le port de Boulogne-sur-Mer défendre la stratégie de l'État français à la frontière franco-britannique. « Darmanin, assassin ! » ont scandé des militants associatifs tenus à distance. « Morts aux frontières, États coupables », avaient-ils inscrit sur une banderole.

« LE PASSEUR EST LE BOUC ÉMISSAIRE »

Le cofondateur d'Utopia 56, Yann Manzi, invité de France info le 3 septembre, déclare : « Le passeur est le bouc émissaire de toute cette histoire. À qui profite le crime ? Et quelles sont ces politiques de non-accueil... ? »

« LA POLICE CRÈVE LES BATEAUX »

Dany Patoux, de l'association Osmose 62 : « Les forces de l'ordre sont démultipliées sur nos plages, ça met la pression, elles percent les bateaux. Mais plus les bateaux sont percés, plus le bateau qui arrive à partir sera surchargé et plus les personnes seront en danger. » Désormais environ soixante passagers par bateau contre une quarantaine en 2023 et une trentaine en 2022.

UN DEMI-MILLIARD VERSÉ À L'ÉTAT FRANÇAIS POUR FAIRE LE SALE BOULOT

Le 10 mars 2023, Londres annonce le versement sur trois ans de 543 millions d'euros à la France pour « stopper davantage de bateaux ». Cet argent va financer « le déploiement de réservistes et l'installation de barrières et de caméras de vidéosurveillance sur la côte d'Opale, mais aussi la surveillance aérienne du littoral [...] Désormais, plus de 700 policiers et gendarmes sillonnent vingt-quatre heures sur vingt-quatre les 150 kilomètres de littoral. » Magnifique ! Imaginons ces 543 millions consacrés à l'accueil des migrants en détresse...

Gauche, droite, même combat ? Le nouveau Premier ministre britannique, travailliste cette fois, Keir Starmer, a promis de faire baisser le nombre d'immigrés, légaux et illégaux, et de proclamer : « Ensemble, la France et le Royaume-Uni ont la possibilité de rendre le monde plus sûr, plus juste et plus prospère. » CQFD. Puisqu'on vous le dit : Keir Starmer et Michel Barnier, même combat !

PAR H. C. • 09/09/2024

>> ARTICLE COMPLET SUR NOTRE SITE :

npa-revolutionnaires.org/morts-manche



Malgré la contestation en Israël même, Netanyahu intensifie sa guerre

L'annonce, le 1^{er} septembre, de la mort de six otages israéliens à Gaza a provoqué en Israël même la plus grosse manifestation contre Netanyahu. La centrale syndicale Histadrout, d'ordinaire peu audacieuse, appelait pour le lundi suivant à une grève générale pour demander des négociations. À la demande du gouvernement, le tribunal de Tel-Aviv a ordonné l'arrêt immédiat de la grève dès le début de l'après-midi, la déclarant illégale car politique et causant du tort à l'économie du pays ! Pour Netanyahu, toute contestation de sa guerre est intolérable.

Pourtant, la contestation massive, avec plus de 300 000 manifestants dans les rues de Tel-Aviv, est restée limitée. C'est le sort des otages israéliens qui a mobilisé, pas celui des Palestiniens de Gaza, leurs 41 000 morts et leur exode quasi général vers le sud de la bande où sévissent famine et maladies. Néanmoins, des Israéliens prennent conscience que cette guerre n'est pas la leur. Cela pourrait donner plus d'audience à ceux, certes bien minoritaires jusque-là, qui en Israël militent contre l'oppression du peuple palestinien.

ISRAËL CONTINUE SON ESCALADE MEURTRIÈRE

On ne saura jamais si les six otages ont été abattus par le Hamas lors de l'attaque par l'armée israélienne, ou tués par les tirs israéliens eux-mêmes. Pour Netanyahu, ils sont prétexte pour annoncer un renforcement de la guerre : maintien de l'armée israélienne tout le long de la frontière entre Gaza et l'Égypte, bloquant le passage de l'aide humanitaire, malgré la demande égyptienne de retrait de ces troupes ; annonce d'un plan d'occupation militaire permanent de la bande de Gaza pour « l'après-guerre ».

Simultanément, en Cisjordanie, les expéditions des colons d'extrême droite pour expulser les Palestiniens se multiplient, brutalement appuyées par l'armée : plus d'une trentaine de morts ces derniers jours, dont une militante américaine tuée par les tirs de l'armée sur les manifestants lors d'un rassemblement contre les occupations de terres.

MAINTENIR L'ORDRE AU MOYEN-ORIENT EN LAISSANT ISRAËL MASSACRER

Les États-Unis tentent bien mollement d'organiser une négociation, avec pour médiateurs les dictateurs d'Égypte



MANIFESTATION EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN. | PARIS JUIN 2024 | HERMANN CLICK

et du Qatar – tout sauf des amis du peuple palestinien ! –, par crainte de voir l'escalade d'Israël déstabiliser la région. Mais sur le fond, Israël garde leur appui inconditionnel et des autres puissances occidentales, dont la France. La candidate démocrate à l'élection présidentielle américaine, Kamala Harris, a d'ailleurs à nouveau appuyé Netanyahu, déclarant que « cette organisation terroriste » [le Hamas] doit être « éliminée ».

À la mi-août, en plus des livraisons d'armes permanentes et du soutien logistique à Israël, les États-Unis ont envoyé un sous-marin nucléaire lance-missiles supplémentaire au Moyen-Orient. Il s'agissait de dissuader l'Iran de riposter aux attaques d'Israël, notamment le meurtre à coup de missile en plein Téhéran du chef du Hamas (son négocia-

teur, qui plus est). Pour que l'ordre règne dans la région et qu'Israël puisse mener sa guerre « en paix ».

Contre la guerre génocidaire menée à Gaza avec le soutien des puissances impérialistes (dont la France), pour le retrait immédiat des troupes israéliennes de Gaza et des colonies en Cisjordanie, et plus largement, pour les droits des Palestiniens à vivre libres et autrement que dans l'enfer de camps de réfugiés et, à Gaza, d'une enclave de misère et de ruines, nous continuerons à manifester notre soutien de travailleurs internationalistes au peuple palestinien.

PAR OLIVIER BELIN • 10/09/2024

RUSSIE-UKRAINE : LES PEUPLES OTAGES DES CALCULS DES CHEFS DE GUERRE

ZAPORIJIA, MARS 2024 | WIKIMEDIA



Mardi 3 septembre, un bombardement russe sur l'institut militaire ukrainien de Poltava (une ville du centre de l'Ukraine et éloignée du front) a fait au moins 58 morts et plus de 300 blessés. C'est l'un des bombardements les plus meurtriers ayant frappé l'Ukraine depuis février 2022. Une preuve supplémentaire, s'il en fallait, que la guerre menée par la Russie ne connaît à cette heure ni trêve ni répit.

Bien au contraire, on a assisté cet été à une double escalade militaire. D'un côté, l'armée russe avance sans relâche dans le Donbass, menaçant d'occuper la ville de Pokrovsk, et bombarde des villes ukrainiennes du centre et de l'ouest du pays. De l'autre côté, l'armée ukrainienne a envahi pour la première fois début août une région russe, celle de Koursk. Cette opération militaire ukrainienne réalisée avec l'aval de l'Otan et avec du matériel militaire américain et européen s'avère d'ores et déjà désastreuse pour les populations russe et ukrainienne des deux côtés de la frontière, d'autant qu'elle est présentée par ses initiateurs comme monnaie d'échange pour

d'éventuelles négociations avec Poutine.

Des négociations dont il est de plus en plus question de tous côtés, y compris celui des alliés occidentaux de Zelensky. Ils affichent à son égard un soutien de plus en plus mesuré : l'Allemagne va par exemple diviser par deux son aide par rapport à l'année passée. Les crédits militaires américains sont davantage tournés vers le réapprovisionnement des systèmes d'armes et de munitions de l'armée américaine elle-même que vers les livraisons directes à l'Ukraine.

Zelensky manquera toujours d'armes et d'hommes : les armes livrées par les puissances impérialistes occidentales n'ont pas

pour but de « libérer le peuple ukrainien » mais de contenir et affaiblir sur le long terme la Russie, et de nourrir leurs propres complexes militaro-industriels. Si des négociations finissaient par s'ouvrir, gageons qu'elles ne déboucheront ni sur « la paix » ni sur le départ complet des troupes russes d'Ukraine mais plutôt sur la cession à la Russie de territoires comme le Donbass et une partie du sud de l'Ukraine, donc sur un état de guerre larvé et prolongé dans la région, au grand profit des marchands d'armes.

PAR MARIE DAROUEN • 09/09/2024

Élections américaines : l'envers du show

On croyait déjà tout connaître de ce feuilleton : ses acteurs en fin de carrière qui préféreraient mourir sur scène plutôt que de quitter les feux de la rampe, ses dialogues insipides, sa conclusion – c'est toujours les capitalistes qui gagnent. Cette année, le scénario de l'élection présidentielle américaine ménage pourtant quelques rebondissements.

HARRIS BOUSCULE TRUMP

Exit Joe Biden, sa vice-présidente Kamala Harris est devenue la candidate des Démocrates, leur redonnant espoir. Le spectacle des conventions des deux partis a confirmé que la dynamique était dans leur camp. Harris a rapidement levé des centaines de millions de dollars, le plus souvent auprès de petits donateurs.

Trump, qui se croyait déjà élu en tant que héros qui a réchappé d'une tentative d'assassinat le 13 juillet, n'est cependant pas battu.

Il est soutenu par bien plus de patrons qu'en 2016, notamment du clan de la « tech » autour du milliardaire réactionnaire Elon Musk. Depuis sa défaite en 2020, il n'a cessé de faire campagne en attisant les peurs, le nationalisme et la xénophobie. Il promet d'employer l'armée pour rafler et déporter les immigrants sans papiers, d'élargir l'immunité – et donc l'impunité – des policiers, d'étendre au niveau fédéral toutes les lois limitant l'avortement et de mener la chasse aux programmes scolaires et aux livres qui traitent de la race ou de l'identité de genre.

L'UN EST LE REPOUSSOIR DE L'AUTRE

Biden vantait ses performances économiques. Mais le taux de chômage réel reste à 9 %, plus du double du chiffre officiel. L'inflation n'a été que ralentie. Depuis 2019, le logement coûte 54 % de plus, l'énergie 61 %, l'alimentation 25 % et l'assurance maladie 22 %. Or, Biden a taillé dans les aides sociales et les crédits pour l'éducation – des milliers d'enseignants ont été licenciés. Jamais les ménages américains n'ont été aussi endettés. Aussi, certains sondages annoncent que Trump pourrait récolter 24 % des votes d'électeurs noirs au lieu de 12 % en 2020, alors qu'il les méprise.

À l'inverse et comme en 2020, l'atout majeur des Démocrates réside dans les craintes que Trump inspire. Outre les cin-

quante nuances de fascisants qu'il mobilise et ses menaces à peine voilées de mettre au pas tout opposant, il y a cet agenda institutionnel que fabrique pour lui le think tank Heritage Foundation, le « Project 2025 ». Ces 900 pages, avec lesquelles Trump prend ses distances aujourd'hui mais qu'il jurait vouloir mettre en œuvre hier, dessinent un possible basculement autoritaire de l'État fédéral.

Que Trump perde ou pas, l'extrême droite n'a pas fini de peser aux États-Unis. Mais la vraie vie des luttes peut s'imposer : mobilisations de la jeunesse et grèves sur fond d'une minorité syndicale qui se radicalise.

PAR MATHIEU PARANT • 09/09/2024

UN PRÉSIDENT ALGÉRIEN TOUJOURS AUSSI MAL ÉLU

En Algérie, dans le milieu populaire, on parle avec humour de trois types de levure : la boulangère, la chimique et l'électorale. La dernière a permis de présenter comme un succès la réélection du président algérien sortant, Abdelmadjid Tebboune avec le score à peine croyable de 94,65 % des votants. Mais la participation ? Le jour du scrutin à 13 heures, seuls 13,11 % des électeurs s'étaient déplacés, à 17 heures, ce n'était encore officiellement monté qu'à 26,45 %. Mais la levure et quelques bricolages aidant, c'est 48,4 % qui étaient annoncés le soir, « un taux moyen, selon un chiffre préliminaire » ! Avant que le soufflé ne retombe le lendemain : 5,6 millions de votants sur 24,4 millions d'inscrits, à peine 23 % d'électeurs se sont déplacés.

Tebboune, qui a été propulsé par l'armée pour étouffer le mouvement du Hirak (et déjà très mal élu à la fin 2019), reste aussi impopulaire en Algérie que Macron en France. Il promulguait cet été un décret permettant de promouvoir des officiers supérieurs à la tête d'administrations civiles. Côté levure, ce sont les prix qui n'ont cessé de gonfler. Certes la baguette ordinaire, subventionnée, reste à un prix très bas, mais les prix de tous les produits alimentaires de base ont grimpé

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE ANNONÇANT AVANCER L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE | MARS 2024 | CAPTURE D'ÉCRAN



en moins de deux ans, en moyenne de plus de 12 %, mais de plus de 19 % pour les fruits et légumes frais, de 56,5 % pour la viande la moins chère, celle de poulet... Pendant que le président Tebboune promet, en lancement de sa campagne, une hausse générale des salaires... à l'horizon 2026-2027 !

PAR MICHELLE VERDIER • 08/09/2024

KENYA : DES BRAISES SOUS LA CENDRE



MANIFESTATION. | NAIROBI, JUILLET 2024 | CAPTURE D'ÉCRAN

Le Kenya s'est lourdement endetté ces quinze dernières années pour s'équiper des infrastructures censées en assurer le développement – alimentant la corruption des élites au pouvoir. Comment rembourser ? En pressurant la population. Mais à la mi-juin, le projet du président William Ruto de lever de nouvelles taxes sur la consommation (une TVA sur le pain de 16 %, par exemple) s'est heurté à des manifestations massives à Nairobi puis dans le reste du pays. Le 25 juin, sur fond d'appel à la grève, les manifestants submergeaient la police et envahissaient le Parlement. Deux jours plus tard, Ruto abandonnait son projet... ou plutôt le gelait.

Depuis, ce dernier a limogé ses ministres, coopté des chefs de l'opposition dans le nou-

veau gouvernement et annoncé le retour des taxes. La police se déchaîne. Au moins 60 manifestants sont morts dans les rues et 300 ont disparu. La morgue de Nairobi déborde de cadavres, dont 120 non identifiés que les autorités voudraient bien enterrer, comme pour mieux éteindre toute enquête.

Quant à éteindre la colère, c'est une autre affaire. Des grèves ont à nouveau eu lieu dans l'enseignement fin août. Deux tiers des jeunes sont au chômage. C'est de la population laborieuse – les 38 % sous le seuil de pauvreté, et pas mal des 62 % restants – que peuvent venir les initiatives politiques radicales dont le Kenya a besoin.

PAR MATHIEU PARANT • 10/09/2024

» À LIRE SUR NOTRE SITE INTERNET :

BANGLADESH : LA LUTTE CONTINUE

Le 5 août, le soulèvement des étudiants et des travailleurs bangladais contre le régime de la Première ministre Sheik Hasina obligeait celle-ci à fuir en Inde. Depuis, l'armée l'a remplacée par le prix Nobel Mohamed Yunus. Mais elle peine à rétablir l'ordre. Les étudiants pourchassent tous les soutiens d'Hasina, remplacent les policiers des rues, contrôlent les prix dans les marchés et les travailleurs multiplient manifestations et grèves pour rattraper le paiement de leurs salaires.

Retrouvez nos articles sur notre site :

npa-revolutionnaires.org/?s=bangladesh



L'INTERNATIONALISME : NOS CHOIX

La construction de partis communistes internationalistes ne sera ni une simple addition de groupes révolutionnaires, ni la croissance d'une seule organisation actuelle. Il en est de même sur le plan international, tant il est vrai qu'au XXI^e siècle les dimensions internationales et nationales s'entremêlent. Les effondrements de sociétés et des écosystèmes, les logiques génocidaires et les guerres, mais aussi les réactions populaires et de la jeunesse annoncent des chocs encore plus importants. Cette urgence a été au cœur du programme de nos rencontres d'été révolutionnaires (RER)¹, avec un fil rouge : celui du regroupement des révolutionnaires.

LE PRINCIPE DE RÉALITÉ

Notre démarche part du constat de l'état des forces du mouvement communiste révolutionnaire antistalinien : il est fragmenté, coopère très peu, est pour partie largement extérieur aux petites et parfois grandes luttes du prolétariat. Il y a bien entendu d'heureuses exceptions, mais, même additionnés, l'ensemble de ces groupes ne constitue pas un courant organique de la classe ouvrière, dont le poids n'a pourtant cessé de croître depuis l'effondrement de l'URSS. Aucune des directions des tendances internationales n'a à ce jour acquis de légitimité par son expérience pour orienter politiquement ces équipes révolutionnaires restreintes mais répandues de par le monde. On ne parle ici même pas de la tâche qui serait pourtant nécessaire d'organisation d'un réel travail centralisé et rigoureux vers les larges couches nouvelles du prolétariat en Chine, ou plus anciennes comme celles de la grande puissance impérialiste américaine, ou d'intervenir concrètement lors des explosions sociales dans les périphéries des centres impérialistes, ou des deux côtés du conflit russo-ukrainien.

Mais nous ne saurions nous en tenir à ce seul constat unilatéral. Si minoritaires qu'ils soient, les communistes révolutionnaires constituent bien une force internationale, un point de départ. La fragmentation et les diver-

gences sont réelles², mais la distance politique qui nous sépare des courants qui ont pris la parole dans nos RER est moindre que celle des partis qui constituaient la Troisième Internationale³. Nous sommes toutes et tous les militants d'une future internationale qui pour l'instant n'a pas de nom mais surtout reste à construire.

« Nous sommes toutes et tous les militants d'une future internationale qui pour l'instant n'a pas de nom mais surtout reste à construire. »

COMMENT AVANCER ?

Depuis une génération, des composantes entières du mouvement issu du trotskisme reculent pour revenir, dans le meilleur des cas, au socialisme utopique d'avant les apports théoriques de Marx. Nous devons pour notre part refaire le saut de l'apport théorique de Marx à l'apport organisationnel de Lénine. Cela comprend les discussions de programme, mais aussi des méthodes de travail,

de compréhension commune des tâches, et pas seulement des accords partiels ou conjoncturels qui peuvent être nécessaires, mais restent en général sans lendemain. Ces discussions, pour avoir un sens, doivent s'alimenter de l'intervention dans la lutte de classe, afin de sélectionner, d'éprouver une direction qui fasse ses preuves, et qui ait le crédit suffisant auprès des militants organisés, et plus largement des travailleurs conscients, car ce n'est pas du seul débat que surgira la clarté. Cela requiert un travail préparatoire où se distinguent différentes exigences liées entre elles. Il faut une réelle collaboration, pour à la fois mesurer l'implantation dans les classes populaires (le prolétariat au sens de Marx), avec ses tâches pratiques et politiques, loin de se réduire au périmètre syndical, et une quantification des vraies divergences. Il faut aussi une confrontation sur les analyses, les tâches, l'orientation, la théorie, le programme. Un aspect qui suppose que des liens forts se soient tissés qui permettront que les divergences ne finissent pas en rupture. Cela n'a de sens qu'avec la compréhension que les idées nouvelles opérantes d'un programme sont rares, et que la synthèse nécessaire pour y parvenir est le produit de luttes vécues de façon active et non commentées. Enfin, troisième aspect de ce travail préparatoire, qui intervient assez vite dans ce processus de regroupement : celui de la vérification et de la validation ; c'est là où commence à se constituer une direction, avec ses tâches d'organisation et d'orientation, là où les militants mesurent les avancées, les reculs, les difficultés.

C'est un combat qui demande de la persévérance, loin des raccourcis, mais c'est la seule voie et tout ce qui y contribue résume nos choix.

1 Retrouvez les rediffusions des ateliers des RER sur Youtube >> @npa.revolutionnaires

2 Organisations invitées et présentes : Ligue pour la 5^e Internationale, Opposition trotskiste internationale (dont le Parti communiste des travailleurs d'Italie), Socialist Alternative d'Australie, Lutte ouvrière, Lotta comunista. Organisations proches du NPA-R présentes : Izar (Gauche anticapitaliste révolutionnaire d'Espagne), OKDE Spartakos (Organisation communiste internationaliste Spartakos de Grèce), RSO (organisation socialiste révolutionnaire d'Allemagne et Autriche), SON (Speak out Now, États-Unis). Organisations internationales participant au NPA-R : Socialisme ou barbarie et la Ligue internationale socialiste.

3 Le débat préparatoire avec Lotta Comunista où nous commençons à mesurer les divergences, à comprendre une autre méthode de travail. Et malgré une distance politique majeure, cela n'empêche pas les échanges et collaborations bénéfiques pour les deux parties.



LES RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES SOUS LE SIGNE DE L'INTERNATIONALISME

Du 24 au 28 août, nous étions près de cinq cents, à Barbaste dans le Lot-et-Garonne, où se sont tenues les rencontres d'été révolutionnaires organisées par notre parti.

Le cadre bucolique et un beau soleil n'ont pas nui, bien au contraire, à la présence assidue de tous et de toutes aux différents ateliers où chacun a pu s'informer et s'exprimer.

Nous parlons dans cette double-page de l'aspect international de ce que nous appelons désormais nos « RER ». Mais il y a eu bien d'autres ateliers – l'impasse de l'union de la gauche, le capitalisme agraire en France, les accidents du travail, le piège du « made in France », l'activité des révolutionnaires dans les entreprises, ce qu'est la grève féministe : nous ne pouvons les citer tous, mais vous pouvez retrouver les ateliers filmés sur le site du NPA-Révolutionnaires ou sur sa page YouTube.



<https://www.youtube.com/@npa.revolutionnaires>



Un monde à comprendre pour le transformer

Ukraine, Palestine, République démocratique du Congo, Kanaky... La guerre, les massacres, l'oppression coloniale et les jeux entre grandes puissances provoquent des drames permanents. Les tensions internationales et la nouvelle poussée de militarisation du monde impérialiste laissent présager un sombre avenir.

Mais notre monde, c'est aussi celui des peuples et des travailleurs qui en constituent l'écrasante majorité et qui se comptent par milliards, c'est aussi celui des résistances, des mobilisations et luttes acharnées pouvant aller jusqu'au renversement de gouvernements, comme au Bangladesh cet été, au Sri Lanka ou en Algérie il y a quelques années. C'est celui de manifestations de solidarité internationale, qui nous concernent car l'internationalisme est pour nous une évidence.

Voilà pourquoi cette année encore, de nombreux ateliers de nos rencontres ont eu pour sujet les brûlantes questions internationales.

APPRÉHENDER LA COMPLEXITÉ DU MONDE ACTUEL

Plusieurs discussions avaient pour but d'affiner notre compréhension du monde, dans une époque de bouleversement des rapports de force entre puissances anciennes et « émergentes ».

Dans le cycle de discussions consacré au centenaire de sa mort, un atelier a porté sur « L'impérialisme chez Lénine... et aujourd'hui ».

Dès le premier jour, les évolutions et chambardements du monde avaient été exposés dans l'atelier intitulé : « L'impérialisme aujourd'hui : reconfigurations économiques et militaires entre pays de l'Otan, Russie, Chine et pays "émergents" ».

L'atelier « Militarisme et course à l'armement : point de vue de travailleurs et travailleuses » a permis d'approfondir cette compréhension, tout comme « Le capitalisme chinois

aujourd'hui : la situation économique et sociale en Chine », pour mieux appréhender la réalité du grand concurrent des vieilles puissances capitalistes.

De leur côté, nos camarades de Speak Out Now ont pu apporter le point de vue de marxistes révolutionnaires militant aux États-Unis, en présentant les enjeux de la prochaine élection présidentielle.

DÉNONCER NOTRE PROPRE IMPÉRIALISME

Quoique déclinant, l'impérialisme français n'en reste pas moins criminel et actif dans le monde entier.

Deux ateliers étaient ainsi consacrés à des territoires toujours colonisés par la France : « En Kanaky, il est fini le temps des colonies ! Quelles perspectives d'émancipation sociale et politique pour la population de l'archipel ? » et « La situation dramatique à Mayotte, œuvre du colonialisme français ».

Deux autres revenaient sur le rôle de la France en Afrique, avec « Le génocide au Rwanda il y a 30 ans et ses conséquences aujourd'hui dans la région. La guerre en RDC », et sa remise en cause dans un contexte d'émergence de nouveaux rivaux tels que la Chine et la Russie, mais aussi de légitime rejet de la puissance coloniale, avec l'atelier « Déboires de la Françafrique, concurrences impérialistes et luttes sociales ».

PARTAGER LES EXPÉRIENCES DE LUTTE

Nous avons pu partager l'expérience de camarades d'Algérie, dans l'atelier « Algérie : une élection anticipée pour faire reconduire

le président qui a enterré le hirak », revenir sur les événements du début de l'été en Asie dans l'atelier « Bangladesh : après la chute du régime Hasina, quelles perspectives pour les classes populaires » et discuter de l'activité militante dans les contextes les plus difficiles, entre autres de guerre, avec l'atelier « Russie-Ukraine : militants anti-guerre des deux pays dans la tourmente d'enjeux nationaux et internationaux ».

Deux ateliers ont été consacrés à nos activités dans le mouvement de solidarité avec la Palestine : « Palestine : militer en France à contre-courant sur les lieux de travail, d'études et dans les quartiers » et « La lutte contre le génocide à Gaza : retours d'expériences internationales ».

Toute l'année écoulée l'a montré, avec ses manifestations pour la Palestine quasi-hebdomadaires, en France comme ailleurs : si les travailleurs et travailleuses, un peu partout sur la planète, sont d'abord aux prises avec leurs problèmes quotidiens, de quasi-survie pour beaucoup, ils sont loin d'être indifférents aux grandes questions et situations qui secouent la planète.

Renverser le capitalisme qui, comme le disait Jaurès, « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », nécessite de comprendre le monde, pour le transformer en nous inspirant des luttes de la classe ouvrière partout sur la planète.

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 10/09/2024

DEUX QUESTIONS BRÛLANTES NOUS ONT PERCUTÉS

Nos débats entre militants de différents pays ont porté tout particulièrement sur nos réflexions et mobilisations en solidarité avec la Palestine (presque un an de mobilisations depuis le 7 octobre 2023), et contre la montée de l'extrême droite. Une évidence : c'est à l'échelle internationale que des crimes sont perpétrés contre les travailleurs et les peuples, avec des armes fournies à l'État d'Israël par les grandes puissances – États-Unis, France, Allemagne, Espagne. C'est avec un arsenal similaire d'armes politiques que les bourgeoisies – concurrentes mais pas adversaires jusqu'à présent – combattent les travailleurs et les peuples, entre autres le racisme, la xénophobie, le nationalisme. Pour diviser et mieux exploiter. D'où la montée d'une extrême droite plus ou moins nostalgique des fascismes des années 1930, jusqu'au pouvoir ou pas selon les pays où militent les camarades qui ont témoigné (Argentine, État espagnol, Allemagne ou France). Les vidéos de ces débats sont sur notre site. Très intéressantes dans le détail des situations sociales et politiques variées, mais très intéressantes aussi pour les convergences mises à jour, qui doivent nous aider à trouver ensemble des réponses politiques et pratiques.

EN SOUTIEN À LA PALESTINE

De l'Allemagne aux États-Unis, en passant par la France et l'Espagne, et quelle que soit leur couleur politique, les gouvernements de ces États alliés de Netanyahu ont usé de niveaux de répression élevés pour interdire les manifestations et les réunions de soutien à la Palestine. Et tous ont utilisé la diffamation pour justifier leur répression, accusant les opposants au génocide d'être coupables d'antisémitisme ou d'« apologie du terrorisme ». En France, nous avons dû saisir la justice, et nous avons gagné, non pas pour manifester mais pour y être autorisés. Dans l'État espagnol, il y a eu des blessés lors d'expulsions d'étudiants des facs de Séville ou de Saint-Jacques-de-Compostelle. En Allemagne, incursions policières violentes dans des cortèges pour y kidnapper des manifestants (dont ceux du premier mai), interdiction de port de keffieh dans des écoles – la bourgeoisie du pays cherchant à se dédouaner pour son lourd passé de responsable de la Shoah... par le soutien au génocidaire Netanyahu ! Et une partie de

l'extrême gauche a cédé à ces pressions. Aux États-Unis, évacuations musclées d'étudiants de leurs facs et de leurs campements, aussi. Cent quarante facs ont été concernées par le mouvement, dans quarante États, avec participation visible de groupes militants juifs antisionistes.

Ce mouvement à une échelle internationale a été l'occasion pour les révolutionnaires d'initiatives plus larges que d'ordinaire, un Zoom de 300 personnes aux USA, une assemblée de 500 personnes à la fac de Grenade, des assemblées étudiantes en France et Allemagne aussi, et des tentatives de regroupements de travailleurs (« Soignants pour Gaza »). Le combat continue, évidemment où nous intervenons, pour que se dégage une perspective internationaliste, afin que ce ne soient pas seulement des humanitaires, ou des nationalistes, mais des organisations du mouvement ouvrier révolutionnaire auquel nous appartenons qui prennent en charge cette question palestinienne.

CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Large débat aussi entre camarades d'Allemagne, d'Espagne, d'Argentine et de France sur les diverses et nouvelles formes que prend la montée de l'extrême droite : des succès électoraux spectaculaires, mais aussi des offensives politiques et culturelles contre les minorités de genre, contre les femmes, au nom de valeurs traditionnelles de la famille et de la patrie ! Et, surtout, une montée du racisme et du nationalisme, sous la bannière de la lutte contre l'immigration. L'histoire du parti AfD (Alternative pour l'Allemagne) comme celle de Vox dans l'État espagnol sont intéressantes. Ils sont tous deux nés dans la même moitié des années 2010 et ont fleuri grâce à l'épouvantail de l'immigration, qui masque aux yeux de classes populaires paupérisées et inquiètes les responsabilités du capital et de son système d'exploitation. La chasse aux migrants est menée par les gouvernements en place, de coalition ou de gauche ! Et des groupes sont encouragés aux violences physiques : en 2023, près de 2 400 attaques contre des demandeurs d'asile ont été commises en Allemagne, le plus haut niveau depuis 2016, et 180 attaques contre des foyers de réfugiés. Les appels à fronts électoraux de gauche, voire à des fronts républicains électoraux, sont des miroirs aux alouettes. Les révolutionnaires sont bien évidemment atterrés par l'emprise de l'extrême droite sur des travailleurs. La solution à cette question, nationale et internationale de fait, est liée à la nécessaire résurgence et réorganisation d'un mouvement ouvrier révolutionnaire, international aussi.

MICHELLE VERDIER • 10/09/2024

ÉDUCATION

Une nouvelle rentrée catastrophique

UNE PÉNURIE DE PERSONNEL PARTOUT !

La ministre de l'Éducation, démissionnaire mais toujours en poste, Nicole Belloubet, l'a répété le 2 septembre sur France Inter : « Effectivement, les concours n'ont pas recruté. Mais aujourd'hui, nous avons évidemment comblé ces déficits. » Malheureusement pour elle, les faits sont têtus. Selon l'enquête publiée par le syndicat enseignant Snés, il manquait au 5 septembre au moins un enseignant dans 56 % des collèges et des lycées. Dans le premier degré, ce sont 1 500 postes qui n'ont pas été pourvus aux concours. Résultat : des classes sans prof et des effectifs qui explosent. Ainsi, dans le Val-de-Marne, 131 écoles voient au moins une classe fermer en cette rentrée. Dans certaines classes de maternelle, les effectifs dépassent 31 élèves par classe ! En Seine-Saint-Denis, il manque au moins un membre du personnel dans 80 % des établissements. Le manque de personnel touche aussi le personnel non enseignant. Dans 60 % des écoles, il manque un ou une infirmière... L'Île-de-France et les régions urbanisées n'ont pas le monopole des problèmes puisque, au 3 septembre, il manquait au moins un enseignant dans 70 % des établissements de Dordogne...

Comment s'étonner de cette pénurie dans le recrutement, alors que les salaires sont gelés depuis des années et que les conditions de travail ne cessent de se dégrader, réforme après réforme ?

LE TRI SOCIAL ET LE CHAOS DANS LES COLLÈGES

Car, bien que démissionnaire, Belloubet applique la dernière réforme en date, son prétendu « choc des savoirs », qui se révèle être surtout un chaos des savoirs. La mise en place de « groupes » qui oblige à placer tous les cours de français ou de mathématiques des 6^e ou des 5^e sur la même heure provoque une pagaille monstrueuse et des emplois du temps catastrophiques pour les profs comme pour les élèves. Et, même si, dans bien des établissements, les chefs ont prétendu faire des groupes « hétérogènes » et non des groupes de niveau, c'est bien l'objectif du tri social que vise cette réforme. Les profs et les parents qui se sont révoltés cet hiver et ce printemps ont eu bien raison !

LE 10 SEPTEMBRE... ET APRÈS ?

À l'heure où ces lignes sont écrites, l'intersyndicale nationale appelle à la grève le 10 septembre... mais seulement dans le premier degré ! Heureusement, dans certains départements, des AG et des intersyndicales appellent également le personnel des collèges et des lycées à rejoindre la grève. Cette journée de grève, mollement construite par l'intersyndicale, sera sans doute très modeste. Mais elle sera un premier jalon, avec en perspective la journée interprofessionnelle du 1^{er} octobre, pour construire la riposte nécessaire pour stopper la casse sociale de Macron et de ses gouvernements.

SECRÉTARIAT ÉDUCATION DU NPA-R • 10/09/2024

MAINTENANCE RATP : ON POSE LES CAISSES POUR NE PAS PARTIR LES VALISES VIDES

Dans les ateliers de la RATP à Saint-Fargeau (porte de Bagnolet), un atelier de maintenance des métros et RER a débrayé jeudi 5 septembre. Après avoir « posé leur caisse », les grévistes ont tenu une assemblée générale pour exiger une prime conséquente à l'occasion du déménagement de l'atelier, et décidé de reconduire leur débrayage les jours suivants.

Le chef de l'atelier a bien tenté de calmer le jeu en rappelant qu'une prime de 300 euros brut était prévue - avec des objectifs de production élevés et conditionnée au présentisme. Provocation ! Lors d'un précédent déménagement, des collègues ont obtenu jusqu'à 4 200 euros. Les grévistes exigent donc la même chose plus le montant de l'inflation, soit 5 124 euros : « À déménagement égal, dédommagement égal ! »

En AG, les collègues mettent sur la table les problèmes que toutes et tous rencontrent : salaires et conditions de travail. Cette mobilisation collective, syndiqués et non-syndiqués, permet de souder un collectif, qui prend confiance en ses forces.

CORRESPONDANT • 10/09/2024

Les accidents du travail, une hécatombe entretenue par l'organisation capitaliste du travail

D'après le dernier bilan de la Sécurité sociale dont on dispose, en 2022, il y a eu au moins 1 227 salariés morts du fait du travail en France : 738 dans un accident mortel sur le lieu de travail, 286 « accidents de trajet », et au moins 203 des suites d'une maladie professionnelle reconnue comme telle. Mais c'est peu dire que ces chiffres sont loin de permettre d'apprécier réellement l'ampleur de l'hécatombe. Pour commencer, ils ne prennent pas en compte les décès survenus dans la fonction publique, parmi les travailleurs indépendants, ou encore parmi les travailleurs non déclarés.

Et que penser des milliers d'accidents graves parfois lourdement invalidants, ou des dizaines de milliers de maladies d'origine professionnelle non reconnues mais qui brisent bien des vies de travailleurs et de travailleuses ?

Ouvriers, jeunes, et surtout précaires, intérimaires ou sous-traitants sont en première ligne des accidents graves et mortels au travail. Et si certains secteurs exposent plus que d'autres les travailleurs à des risques élevés (dans le BTP, le transport routier, l'industrie ou l'agriculture), il n'y a pas de fatalité au surgissement de ces accidents qui ne par-

donnent pas. Bien au contraire : ne pas mourir au travail, c'est une exigence élémentaire et parfaitement atteignable !

Mais, au-delà des manquements à la sécurité qu'on peut (et qu'il faut) pointer après chaque accident, c'est toute l'organisation du travail et la course au profit maximum qui sont en cause : les restrictions sur l'entretien des machines ou sur la formation, la pression de la cadence, la fatigue liée au temps de travail, la dépendance économique et la peur de perdre son emploi... ce système nous exploite sans limite. Nous organiser pour le combattre est vital.

Retrouvez sur notre chaîne Youtube l'atelier que nous avons consacré à cette question lors de nos deuxièmes rencontres d'été révolutionnaires, à partir de l'expérience de camarades de la Sevesc (filiale de Suez en charge de l'assainissement des eaux dans l'Ouest parisien) confrontés à un accident mortel au travail.



NON AU RACISME À LA VILLE DE PARIS ! AUCUNE SANCTION POUR BRUNO ET IBRAHIMA !

Le calvaire n'est pas encore terminé pour les agents des réserves du Palais Galliera - musée de la Mode (Ville de Paris), dont nous expliquions l'affaire dans de précédents numéros.

La ville de Paris, dirigée par Hidalgo et le Parti socialiste, s'apprête à adresser des sanctions de 10 et 12 mois d'exclusion pour Bruno et Ibrahim, qui passeront devant le Conseil de discipline le jeudi 19 septembre.

En cause, le comportement agressif qu'ils auraient eu vis-à-vis de leur encadrant... qui leur a tenu des propos racistes ! Pourtant, leur seule réaction aura été de défendre leur dignité et d'indiquer qu'ils feraient appel aux leviers légaux à leur disposition, puis de signaler les faits à l'employeur.

C'est bien eux qui sont menacés, tandis que l'encadrant bénéficie de la protection de l'établissement Paris Musées et de la Ville de Paris.

Ni Hidalgo, ni l'élue à la Culture, Carine Rolland, n'ont daigné recevoir les deux agents.

Début juillet, une première convocation en conseil de discipline a été reportée : les élus du personnel ont boycotté l'instance en constatant l'absence d'une pièce au dossier, à savoir l'enquête sur les propos racistes que l'administration avait fini par diligenter suite à la grève et à la pression du personnel du service !

De nombreux soutiens se sont exprimés au cours des rassemblements qui ont eu lieu ces derniers mois. À l'accompagnement de la CGT s'est ajouté le soutien d'autres secteurs et syndicats, mais aussi des élus PCF et LFI au Conseil de Paris.

Jeudi 19 septembre, la CGT organise un rassemblement à midi devant l'Hôtel de Ville et y appelle « l'ensemble des personnels de Paris Musées, de la Ville de Paris, mais aussi les soutiens de tous secteurs, syndicats, associations, organisations politiques » à venir dénoncer cette situation, sous le mot d'ordre : « Non au racisme à la Ville de Paris, aucune sanction pour Bruno et Ibrahim ! »

CORRESPONDANT • 10/09/2024



AUTOMOBILE

CONSTRUCTEURS ET SOUS-TRAITANTS, UNE NOUVELLE HÉCATOMBE D'EMPLOIS ANNONCÉE

La semaine dernière, Volkswagen, numéro deux mondial des constructeurs automobile, a annoncé vouloir fermer des usines en Allemagne, avec des milliers de licenciements secs à la clé. Les sites de Wolfsburg, Brême, Kassel ou Zwickau seraient les plus menacés. Le syndicat allemand IG Metall, habitué à sa prétendue « cogestion » et qui avait cru au maintien des emplois jusqu'en 2029, est devant l'alternative : se battre ou accompagner. Le gouvernement allemand parle de soutien à l'« électromobilité ». Mais, en 2018, suite aux décisions de l'UE sur la baisse des émissions de CO2, l'ancien président de Volkswagen, Herbert Diess, n'hésitait déjà pas à menacer « un total d'environ 100 000 emplois » rien que dans le groupe ; Carlos Tavares, PDG de Stellantis, faisait, lui, peser la menace sur les emplois, directs ou indirects, de la totalité des salariés de l'automobile du continent : « 13,3 millions d'Européens ». Depuis, les dizaines de milliards d'aides à la « reconversion » des États de toute l'Europe ont arrosé les maîtres-chanteurs et ne serviront qu'à financer restructurations, destructions d'emploi et fermetures de sites.

Depuis juillet, l'usine Audi de Bruxelles, du même groupe VW, est dans le viseur d'un plan de licenciement massif, voire de fermeture. Ouvriers et sous-traitants ont dressé un campement devant les entrées de l'usine, ils gardent en otage un stock de 200 clés de voitures et exigent des garanties sur leur avenir.

DE VOLKSWAGEN À STELLANTIS, DE L'ALLEMAGNE À LA FRANCE...

En France aussi, à Stellantis Poissy, les inquiétudes sont grandes sur le maintien de la production au-delà de 2027. Les suppressions de postes se multiplient depuis octobre 2023, aujourd'hui il n'y a plus d'intérimaires sur le site (400 ont été renvoyés), la direction fait tout pour pousser les salariés au départ : surcharge de travail, mutations forcées d'un secteur à l'autre, d'un poste à l'autre, ouvriers âgés mutés de force sur chaîne pour faire des opérations intenable, ouvriers qualifiés envoyés eux aussi sur chaîne... Mercredi dernier, 70 ouvriers du montage ont débrayé pendant trois heures pour dénoncer mutations et conditions de travail : pas question pour eux d'aider la direction à vider le site pour mieux le fermer !

... DES CONSTRUCTEURS AUX SOUS-TRAITANTS

Fin juillet, ZF, sous-traitant de Volkswagen, annonçait la suppression d'un quart des effectifs en Allemagne (14 000 emplois). Depuis des semaines, la liste des sous-traitants menacés s'allonge, notamment en France : Valeo, Bosch, Imperiales Wheels, Walor, Forvia, Continental, Plastic Omnium, Dumarey (ex-Punch Strasbourg) et bien d'autres... Et ce n'est que le début : chez Michelin, ce sont trois gros sites - à Cholet (Maine-et-Loire), Vannes (Morbihan) et Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire) - qui attendent d'être fixés sur leur sort.

CORRESPONDANT • 10/09/2024

À MA France, la lutte continue pour ne pas se faire emboutir

L'entreprise sous-traitante qui a fait parler d'elle pour sa combativité est MA France, une usine d'emboutissage à Aulnay-sous-Bois, déclarée en liquidation judiciaire en mai.

Les grévistes en sont à 147 jours de lutte et d'occupation de leur site. Ils sont environ 200 sur 280 à avoir refusé le chantage de Stellantis : 15 000 euros brut d'indemnités à condition de ne porter plainte pour faillite frauduleuse ni contre MA France, ni contre Stellantis, principal donneur d'ordre. Pour les reclassements, la direction propose des offres d'emploi à 400 kilomètres... Ridicule. Les grévistes revendiquent toujours 70 000 euros pour leurs 10, 20 ou 30 ans d'usine. En plein mois d'août, Stellantis a voulu récupérer à MA France les moules d'emboutissage. Il a reculé face à la résistance des ouvriers et de leurs soutiens qui ont envoyé promener ses émissaires et huissiers. Stellantis voulait leur régler leur compte avant la rentrée, c'est raté. Il voulait faire de MA France un exemple ? C'est maintenant un exemple à suivre pour lutter, ne pas rester isolés et peut-être fédérer contre tous ces patrons voyous.

CORRESPONDANT • 10/09/2024



Les Jeux olympiques du point de vue des travailleurs des transports

Avec la fin des Jeux paralympiques ce 8 septembre, la page de la grande parade estivale se tourne... enfin pour certains. Dans les rouages de cette grande machinerie, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs qui voient encore pour quelque temps leurs conditions de travail bouleversées. Le secteur du transport a été particulièrement concerné, et pas seulement dans l'Île-de-France.

À la RATP, le succès des épreuves paralympiques aura aussi permis de dénoncer l'inaccessibilité du réseau pour les personnes handicapées, un des paradoxes scandaleux de ces Jeux. Par ailleurs, si les conditions de travail des conducteurs étaient sensiblement meilleures qu'à l'accoutumée du fait de la baisse du trafic, les modifications de lignes auront eu des conséquences néfastes pour les usagers. Beaucoup de déviations, de changements de terminus ont émaillé l'été, transformant en véritable casse-tête l'utilisation du réseau de surface.

En effet, la desserte des sites d'entraînement et d'épreuves était réservée à des entreprises de l'interurbain qui, comme Keolis, avaient créé des filiales juste le temps des Jeux. Les conducteurs venus de tout le pays (et même de Belgique !) ont pu échanger sur leurs conditions de travail particulières, qui étaient maintenues. De quoi se donner des idées de revendications !

À la SNCF, un des nombreux faits marquants de l'été aura été la gestion ubuesque des congés par l'entreprise. Sujet sensible chez les cheminots, qui déjà en temps normal ne peuvent pas prendre leurs vacances si facilement pendant l'été. Cette année, l'entreprise aura mis une pression maximale pour disposer de beaucoup de personnel... jusqu'à l'absurde et des situations de sureffectif se sont multipliées ! Pourquoi ne pas imposer en cette rentrée ces normes d'effectif « olympiques » ?

Bien des travailleurs, avant et, plus rarement, pendant la compétition, ont cherché (avec des fortunes diverses) à utiliser la pression que l'organisation des Jeux mettait sur patronat et gouvernement. Souvent de manière partielle et limitée, comme les aiguilleurs du tramway lyonnais, en grève sans en avoir informé les conducteurs pendant la desserte des matchs de football. Des mouvements plus massifs et coordonnés, dont ne voulaient pas les directions syndicales, auraient mis une autre ambiance dans cette « trêve olympique ». Mais place désormais à la flamme des luttes, qui devra brûler en cette rentrée.

CORRESPONDANT • 10/09/2024

Les rencontres révolutionnaires d'été (RER) de Barbaste 2024

Le programme de ces rencontres était particulièrement riche. Nous avons déjà évoqué, dans les pages centrales, quelques-uns des débats politiques qui s'y sont déroulés.

Mais le champ de la politique est bien plus vaste et embrasse tous les aspects de la vie en société. Les participants ont déjà pu se retrouver et échanger autour d'une table à de nombreux moments, dont les délicieux repas concoctés par les super-cuistots de l'association « Les Amis de la Fête de l'Huma ». Le champ politique, c'est aussi la culture, qui, dans nos sociétés, est évidemment celle des classes dominantes. Mais, justement, nous militons pour que la classe ouvrière dirige la société et donc, entre autres, s'approprie cette culture.

Une large place lui a donc été faite. Il y avait bien entendu une librairie bien achalandée. Mais aussi de nombreux ateliers que nous ne pouvons tous citer.

Vous êtes frustrés ? Le plus simple est de réserver votre dernière semaine d'août 2025 où il y aura très vraisemblablement les troisièmes Rencontres à Barbaste ! Mais vous avez de la chance : nos camarades ont filmé la plupart des ateliers et vous pouvez aller les voir sur notre chaîne YouTube :



QUELQUES ATELIERS À RETROUVER SUR YOUTUBE

>> MARXISME ET RELIGION

« La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple. » La connaissance qu'a le grand public, y compris le public militant, des liens entre marxisme et religion est trop souvent restreinte à cette citation de Marx - quand elle ne se limite pas à la dernière phrase.

L'atelier Marxisme et religion de nos RER a permis aux participants d'avoir une vue plus large sur la question. Quelques lignes de l'introduction :

« ...on esquissera ici, en même temps qu'une petite histoire matérialiste des religions, une histoire de l'athéisme - terme en fait inadapté (athée signifie à l'origine « sans dieu » ; l'étymologie et la définition purement négatives de ce terme montrent que ce fut à l'origine une insulte). Car, comme les religions mêmes, l'athéisme, ou pour mieux dire une conception matérialiste du monde, est aussi une production déterminée - et par conséquent le produit d'hommes et de femmes précis à des époques précises. »



LA « BUREAUCRATIE CÉLESTE » DE L'ANCIEN PANTHÉON CHINOIS

>> LA NAISSANCE DE LA DANSE CLASSIQUE ET CE QU'ELLE EST DEVENUE EN URSS

Cet atelier sur l'histoire du ballet classique a été l'occasion de comprendre comment cet art, issu de la monarchie et du ballet de cour, s'est construit et a développé une esthétique bien particulière à un moment où la bourgeoisie assoit son pouvoir en France. L'esthétique du ballet romantique du XIX^e, avec ses ballerines en tutu blanc vaporeux comme des créatures fantastiques, participe du rejet de l'ancienne esthétique de la noblesse.

La virilité bourgeoise est tout autre : les hommes ne se fardent plus, ne se donnent plus en spectacle, ne portent plus de perruque. Leur corps devient un instrument rationnel qu'ils cultivent par le sport. Les lieux d'arts deviennent des lieux où on conclut des affaires.

Faut-il pour autant condamner le ballet ? Pas nécessairement ! À partir de 1917, avec la révolution russe, de nombreuses innovations ont fait leur apparition sur les scènes des théâtres soviétiques. Des ballets sur la Révolution française ou sur le quotidien des ouvriers sont mis en scène. Les débats font rage entre le Proletkult, contre « l'art bourgeois », et Anatoli Lounatcharski, penchant plutôt pour une mise à disposition des masses de l'héritage culturel des sociétés dominées par des classes privilégiées.

Cet atelier s'est conclu sur le rôle du stalinisme dans la fossilisation, mais aussi dans une certaine mesure dans la conservation, d'une esthétique du ballet propre à la société soviétique.



REPRÉSENTATION RÉCENTE DU BALLET DE CHOSTAKOVITCH LE BOULON, CRÉÉ À MOSCOU EN 1931 ET JOUÉ À L'ÉPOQUE UNE SEULE FOIS AVANT D'ÊTRE CENSURÉ : C'EST L'UN DES TOUT DERNIERS EXEMPLES DE L'INSOLENCIE DANS L'ART QUE NE CRAIGNAIENT PAS LES RÉVOLUTIONNAIRES AVANT QUE LE STALINISME N'IMPOSE SA CHAPE DE PLOMB.

>> LA COLLAPSOLOGIE À L'ÉPREUVE DE LA CIVILISATION MAYA : EFFONDREMENT OU LUTTE DE CLASSES ?

Le 21 décembre 2012, « l'apocalypse » paraît-il prédite par la civilisation maya pour cette date, la fin du monde quoi, n'a pas eu lieu.

Ce qui passe pour un effondrement des principales cités mayas provient bien plus des différents changements d'interprétation de ce que furent ces sociétés : paisibles observateurs des étoiles ou principautés guerrières ? Même si les voiles du mystère se lèvent peu à peu, des débats de spécialistes perdurent et rien de tel que des controverses entre scientifiques pour faire naître les théories les plus loufoques... Quelques lignes des exposés de cet atelier.

La collapsologie se donne comme « la science de l'effondrement » [...] Pablo Servigne, grand prêtre de la collapsologie française, [...] s'appuie notamment sur un rapport de 1972, The Limits of Growth (Les Limites à la croissance).

Plusieurs fois mis à jour depuis, le rapport prévoit un effondrement entre 2000 et 2050.

[...] Une grande absente dans toutes ces théories sur la civilisation maya : l'existence tout à fait avérée de classes sociales !



>> LE TÉLESCOPE JAMES WEBB : DES YEUX POUR VOIR DANS LE PASSÉ

Les nuits étoilées étaient particulièrement belles cet été à Barbaste, sans la pollution lumineuse des grandes villes ! De quoi rêver de voyager à travers les étoiles... À défaut, un atelier était proposé pour découvrir la moisson d'images merveilleuses que nous apporte le télescope spatial James Webb (JWST, pour l'acronyme anglais). Lancé le 25 décembre 2021, il a été conçu pour prendre la suite du télescope spatial Hubble afin de scruter l'univers avec toujours plus de détails, en regardant toujours plus loin. Or, la vitesse de la lumière étant finie, l'image que nous voyons des étoiles, des galaxies et autres structures de l'univers a mis un certain temps à nous parvenir : voir loin, c'est donc voir il y a longtemps !

Tout ce que nous savons de l'univers, ou presque, nous le savons grâce à l'étude de la lumière, domaine où JWST excelle et réussit donc à remonter le temps en allant scruter la lumière issue des confins de l'univers.

L'atelier se proposait de faire le point sur deux années de service, deux années où il a déjà commencé à bouleverser notre compréhension de l'univers primitif, de la formation des premières étoiles et des galaxies, du rôle de la matière noire... Et enfin voir et discuter de ce qu'il y a derrière les images qu'il nous a fait parvenir et qui ont tant fait rêver.



LES MÊMES STRUCTURES VUES PAR LE DÉJÀ ANCIEN TÉLESCOPE SPATIAL HUBBLE ET SON HÉRITIER JWST

JWST

WEBB

HUBBLE

Nébuleuse de la Carène

Hubble

James Webb

>> LES NOCES DE FIGARO, DE MOZART : UN OPÉRA SUBVERSIF

Le Mariage de Figaro, de Beaumarchais, écrit en 1778, n'a été donné au Théâtre-Français (l'actuel Odéon) qu'en 1784, après plusieurs années de censure. Il faut dire que représenter un valet défiant un comte et allant jusqu'à mobiliser les paysans et serviteurs dudit comte pour les faire manifester au château n'était pas pour plaire aux dirigeants du royaume ! Louis XVI a dit de la pièce qu'elle était « exécration, [...] se joue de tout ce qui est respectable [et dont] la représentation ne pourrait qu'être une inconséquence fâcheuse, sauf si la Bastille était détruite »...

L'opéra de Mozart, Le Nozze di Figaro, est bâti sur un livret de Da Ponte qui suit très fidèlement, avec beaucoup de finesse, la pièce. Quant à la musique de Mozart, elle est tout simplement sublime !

Les participants à l'atelier ont en outre pu entendre un exposé sur le classicisme en musique – Haydn, Mozart, Beethoven – et la naissance de l'opéra seria et de l'opéra buffa, avant de suivre à l'écran un résumé du déroulement de la pièce à travers quelques grands airs. Dans le film de Jean-Pierre Ponnelle avec Karl Böhm à la tête du Philharmonique de Vienne et, dans les rôles principaux, Mirella Freni, Kiri Te Kanawa, Hermann Prey et Dietrich Fischer-Dieskau, ainsi qu'une magnifique Maria Ewing dans le rôle de Chérubin.



>> DEUX CONFÉRENCES-DÉBATS DE CHRISTOPHE DARMANGEAT, INVITÉ À NOS RER :

• « L'oppression des femmes dans les sociétés sans État » revient sur le bilan des recherches anthropologiques des dernières décennies, que C. Darmangeat avait détaillées dans son livre de 2012, réédité en 2022, Le Communisme primitif n'est plus ce qu'il était. Aux origines de l'oppression des femmes.

• « Violence et guerre dans les sociétés sans État » retrace ses propres recherches récentes sur les pratiques guerrières des sociétés de chasseurs-cueilleurs d'Australie, avant leur contact avec l'État colonial occidental. Les nombreux récits ethnographiques témoignent de ces affrontements guerriers collectifs, n'ayant aucun motif économique, ni territorial. Alors, qu'est-ce qui motive ces affrontements sanglants entre sociétés sans richesse ? Darmangeat relate avec autant de clarté que d'humour les ressorts de cette enquête, remettant en cause l'idée d'une préhistoire pacifique. Passionnant.



>> LE NOUVEL HOLLYWOOD : DES LUTTES ET DE LA CONTRE-CULTURE À LA DÉSILLUSION

Hollywood, la glorification de l'Amérique : un bon job, une belle voiture, une belle maison et une famille aimante. Mais les années 1960, avec la lutte des Noirs pour les droits civiques et le rejet de la guerre du Vietnam par la jeunesse ont conduit à une remise en cause des « valeurs » traditionnelles. Le cinéma a reflété cette situation. Ce que l'atelier sur le Nouvel Hollywood a abondamment illustré d'exemples présentés à l'écran. Quelques mots extraits de l'introduction de cet atelier.

« Ce qu'on appelle le Nouvel Hollywood commence en 1967 avec deux films, Le Lauréat (The Graduate) de Mike Nichols et Bonnie and Clyde d'Arthur Penn, et s'achève en 1980 avec La Porte du Paradis de Michael Cimino.

C'est donc une période courte mais intense au cours de laquelle des jeunes cinéastes bénéficient d'une liberté créatrice presque totale, en s'affranchissant des règles du cinéma classique.

[...] Avant le Nouvel Hollywood, La censure est stricte. [...] C'est la chasse aux sorcières du maccarthysme qui, dans le contexte de la guerre froide, a sévi de la fin des années 1940 jusqu'à sa disparition en 1975.

[...] Au début des années 70, le mouvement de contre-culture s'éteint peu à peu, dans les excès de la drogue et de l'échec des tentatives de vies en communautés. Le mouvement anti-guerre s'affaiblit et la guerre prend fin en 1975. »



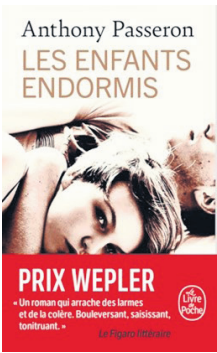
LES ENFANTS ENDORMIS

ANTHONY PASSERON

Le Livre de poche, 256 p., 8,40 €

On a oublié en France à quel point les débuts de l'épidémie du Sida ont été ravageurs au sein des milieux homosexuels et toxicomanes dans les années 1980. L'oncle d'Anthony Passeron, accro à l'héroïne très jeune, en est mort. Ce qui était un déni dans la famille est devenu un secret, que l'auteur s'emploie à rompre en racontant l'histoire de ce fils d'une famille de bouchers des Alpes-de-Haute-Provence, fils chéri et gâté dans ce milieu dur au travail mais devenu aisé.

L'auteur nous raconte aussi l'épopée scientifique et médicale du Sida, l'apparition du virus, les recherches et errements dus en grande partie à des questions de gros sous ou d'aveuglement de certains médecins et chercheurs ainsi que des gouvernants. Les deux récits s'alternent au fil des chapitres. Une lecture factuelle et sans pathos, mais passionnante et bouleversante.



PAR LILIANE LAFARGUE • 10/09/2024

ROMANS

LES CONTEMPLÉES

PAULINE HILLIER

J'ai lu, 224 p., 7,60 €

L'autrice, libraire en région parisienne, a tiré d'une incarcération dans la grande prison pour femmes de Tunis, la Manouba, un roman très fort et beau. Elle nous raconte l'horreur de l'emprisonnement, avec la promiscuité, la violence et les conditions d'hygiène désastreuses, mais aussi la solidarité et l'humanité de ces femmes, tueuses, voleuses mais surtout victimes d'une société patriarcale. Elle ne les juge pas.

De beaux portraits dessinent un panorama de la condition des femmes en Tunisie qui, tant dans les milieux populaires que dans les classes plus aisées, restent prisonnières de leur genre et de la domination des hommes, mais aussi des superstitions et du poids de la religion.

PAR LILIANE LAFARGUE • 10/09/2024



LES NAGEURS DE LA NUIT

TOMASZ JEDROWSKI

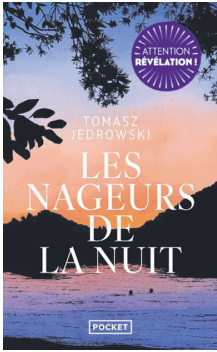
Pocket, 256 p., 7,70 €

Un premier roman qui nous plonge dans la Pologne de 1980, alors que la contestation du régime dit communiste par le syndicat Solidarność a commencé. Ludwik, jeune homme sensible, qui lutte contre son orientation homosexuelle, rencontre Janusz lors d'un camp d'été agricole.

Une relation clandestine commence alors entre eux, sous l'égide d'un roman de James Baldwin, La Chambre de Giovanni, interdit dans la Pologne de l'époque où l'homosexualité n'existe pas... mais est réprimée. Leur relation se heurte à cette réalité et les deux jeunes hommes n'y réagissent pas de la même façon.

Tout en délicatesse, avec une écriture poétique, ce roman nous fait ressentir la chape de plomb exercée par le régime sur toute la société, le désir de liberté qui traverse celle-ci, mais aussi les fortes inégalités existantes.

PAR LILIANE LAFARGUE • 10/09/2024



JACARANDA

GAËL FAYE

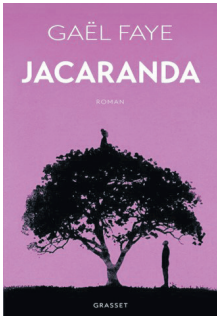
Grasset, 288 p., 20,90 €

RWANDA : PERCER LE SILENCE...

Huit ans après Petit Pays, Gaël Faye, auteur-compositeur-interprète et rappeur franco-rwandais, explore dans Jacaranda les cicatrices du génocide rwandais. Des premières apparitions du Rwanda à la télévision française à la découverte de l'existence de sa famille rwandaise, et de ses séjours au pays de sa mère, Milan, un jeune Versaillais, cherche à reconstruire l'histoire des siens malgré les silences et les secrets qui l'entourent.

Étalé sur quatre générations, cet ouvrage offre avec une subtilité remarquable une réflexion poignante sur les racines coloniales du génocide et ses conséquences actuelles, notamment sur les jeunes générations.

PAR NORA DEBS • 10/09/2024



EN FINIR AVEC LA DOMINATION MASCULINE ET SES RAVAGES ORDINAIRES

Alors que les témoignages d'agressions sexuelles commises par l'abbé Pierre s'accumulent, que la marathonnienne ougandaise Rebecca Cheptegei vient d'être brûlée vive par son compagnon et que l'Inde se soulève pour dénoncer le viol et le féminicide d'une jeune femme médecin par un policier, le procès « Mazan » s'est ouvert ce lundi 2 septembre à Avignon. C'est en fait celui de Dominique Pélicot qui a drogué son ex-femme à son insu et qui contactait des inconnus sur un site pour qu'ils viennent la violer alors qu'elle était inconsciente. Cinquante hommes ont été identifiés, une quarantaine d'autres n'ont pas été retrouvés. Le site en question était connu et reconnu pour être un lieu d'échanges pédocriminels, de guet-apens contre des homosexuels, et n'a été fermé qu'en juin 2024 après plus de 23 000 procédures engagées. D'après l'organisateur de ces viols, l'ex-mari, seuls trois hommes sur dix refusaient ses propositions. Aucun ne l'a dénoncé. Zéro ! Une actualité qui montre encore, s'il le fallait, la violence d'une société qui organise et perpétue la domination des hommes sur les femmes.

LES VIOLEURS SONT DES « MONSIEURS TOUT LE MONDE »

Les accusés du procès Pélicot sont un échantillon représentatif de la population masculine. Ce ne sont pas des monstres – si tant est que le mot ait un sens. Même pas des « psychopathes », à part peut-être le mari Dominique Pélicot. Ce sont des hommes « ordinaires », de tous âges, de tous milieux sociaux et de tout type de situation familiale.

C'est ce que montre le procès Pélicot et que le grand public semble découvrir, contrairement à la majorité des femmes qui savent que le viol n'est pas, le plus souvent, l'agression physique et sexuelle commise par un inconnu. Dans la plupart des cas le violeur est un « proche », si tant est que ce terme ait un sens, souvent un membre de la famille. La famille telle qu'elle existe aujourd'hui, qui consacre la domination du père, est un obstacle à l'émancipation des femmes et du genre humain. Elle est un des facteurs de production et de reproduction des violences sexistes et sexuelles. Entre autres violences, le silence autour de l'inceste et l'inceste lui-même continuent de régner, et un enfant sur dix en est victime.

Le nombre de féminicides a augmenté de 20 % entre 2020 et 2021 et rien qu'en 2020 seul 0,6 % des viols ou tentatives de viol auraient donné lieu à une condamnation en France. Le patriarcat, c'est-à-dire l'oppression des femmes, ce sont des préjugés sexistes, des tâches ménagères et des boulots pénibles, des temps partiels imposés et des salaires rabotés, et ce sont aussi des violences systémiques, jusqu'au viol et au féminicide. C'est tout un système qui produit ce qu'il y a de plus violent à l'égard de la moitié de l'humanité : la culture du viol, la banalisation des violences sexistes et sexuelles, les féminicides.

LE « BON PÈRE DE FAMILLE », C'EST CELUI QUI DOMINE SA FEMME

Le violeur est en majorité inséré socialement et le plus souvent « bon père de famille ». C'est cette image que les accusés du procès Pélicot utilisent pour leur défense : le mari était là, ce qui signifie, d'après eux, automatiquement le consentement de sa femme. Certains témoignent de leur surprise d'être au banc des accusés alors qu'ils ont violé à plusieurs reprises une femme inconsciente. Si ces hommes ont pu passer à l'acte et reprendre leur vie quotidienne « d'homme ordinaire », c'est parce que la société patriarcale leur en donne la justification « morale ».

LE PATRIARCAT N'EST PAS UNE FATALITÉ !

Partout de très nombreuses femmes, et aussi des hommes, réagissent, se mobilisent collectivement pour dénoncer l'impunité. Gisèle Pélicot a décidé non seulement de s'exprimer dans la presse mais aussi de refuser le huis-clos du procès. Sa fille s'est engagée contre la soumission chimique. Il faut un grand courage pour libérer la parole. L'existence de cas précédents, de luttes collectives et la construction d'un soutien massif sont des encouragements décisifs pour briser l'omerta, à l'image des manifestations en Inde cet été contre le viol et le féminicide d'une médecin, à l'image aussi de la vague internationale, #MeToo. L'égalité en droits doit être gravée dans les lois, mais seules nos luttes, jusqu'au renversement de cette société d'exploitation et d'oppressions, pourront peser durablement sur les consciences et modifier les comportements.

MARINA KUNÉ • 10/09/2024

ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS 24€

PAR VIREMENT OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

Envoyez un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"

ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

PAR CARTE BLEUE

<https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X520000>

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

CONTRE LA SÉLECTION ET LA PRÉCARITÉ : ORGANISONS LA RIPOSTE !

Depuis le 2 septembre des centaines de milliers de jeunes ont déjà effectué leur rentrée dans l'enseignement supérieur. Pourtant, nombreux sont celles et ceux qui demeurent dans l'attente de réponse de la part des formations pour lesquelles ils ont postulé.

En cause, des plateformes de sélection confectionnées pour être de véritables machines de tri social. Chaque année, ce sont près de 900 000 personnes qui candidatent sur Parcoursup en première année de licence et près d'un tiers, qui, lors de la clôture de la plateforme, n'ont reçu aucune proposition d'admission ou des propositions dans des formations ou des universités de deuxième choix. En master, la logique est la même. En 2024, la plateforme MonMaster recensait près de 220 000 candidatures, pour seulement 170 000 places ! Entre 2022 et 2023, ce sont près de 30 000 étudiants en moins inscrits en M1.

**RETROUVE NOTRE STAND
À LA FÊTE DE L'HUMA**

**13
14
15
sept.**

AVENUE FRIDA KAHLO

**» PRISES DE PAROLE
» RESTAURATION & BOISSONS
» LIBRAIRIE**

npa-revolutionnaires.org

Tout cela dans un contexte d'aggravation des conditions de vie des étudiants. L'enquête de l'Unef pour l'année 2024 est sans appel : la hausse du coût de la vie est estimée à près de 500 euros annuels et a augmenté de 27,7 % depuis 2017 ! Cela comprend les dépenses de base pour l'alimentation, le logement, les frais d'inscription, le matériel pédagogique et les produits d'hygiène et de santé. Un étudiant sur cinq avoue ne pas pouvoir manger tous les jours à sa faim, faute de moyens.

GOUVERNEMENT ET PATRONAT À L'OFFENSIVE

De son côté, Sylvie Retailleau, ex-ministre de l'Enseignement supérieur, préfère se féliciter des résultats de certains établissements français au classement de Shanghai ! Macron et sa clique n'ont qu'une idée en tête : adapter les universités aux besoins du marché du travail, fermer l'accès aux études à toute une frange défavorisée de la population, souvent issue des quartiers populaires ou de l'immigration. Depuis 2018, les étudiants étrangers doivent par ailleurs déboursier près de

FACE À MACRON ET L'EXTRÊME-DROITE :

**PASSONS DE LA RÉVOLTE
À LA RÉVOLUTION !**

**WEEK-END DE
FORMATION**

**DU NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES
À PARIS • MP POUR PARTICIPER**

**19 OCTOBRE
& 20**

2500 euros pour une seule année de licence ! Il s'agit de fournir une main-d'œuvre jeune et malléable, exploitable à merci par le patronat, voire d'envoyer des milliers de jeunes remplir les casernes de l'armée. L'un des grands gagnants de cette politique est l'enseignement privé. En dix ans, le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur privé a progressé de 63 %, selon le syndicat Snesup-FSU, soit près d'un étudiant sur quatre désormais inscrit dans le privé.

REPRENDRE LE CHEMIN DES LUTTES !

Des collectifs de Sans-Facs s'organisent d'ores et déjà, comme chaque année, sur plusieurs universités en France pour exiger des inscriptions dans la fac et la filière de leur choix. Face à cette situation, il n'y a que nos propres forces qui sont à même de renverser la tendance. Pour mettre un terme à la sélection, au tri social et raciste mené par les présidences d'université et améliorer les conditions de vie des étudiants, il faudra un vaste mouvement d'ensemble de la jeunesse scolarisée, en lien avec les luttes du monde du travail.

LÉO CIACCI • 10/07/2024

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITEWEB: npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK NPAJeunesRévolutionnaires | X(TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES**
RÉVOLUTIONNAIRES